



CRESS Corsica

Chambre Régionale de
l'Économie Sociale et
Solidaire Corse



FOCUS N°5
DÉCEMBRE
2015

LA PLACE DE L'ESS DANS LES FILIÈRES D'AVENIR



ÉDITORIAL

L'Économie Sociale et Solidaire est avant tout une économie locale qui répond aux préoccupations et besoins de la population. A ce titre, les activités qu'elle développe (les domaines d'activités prédominants sont l'éducation, la santé, l'action sociale, les activités financières, la culture et le sport), sont en étroite adéquation avec les territoires sur lesquels elles sont implantées. Entreprises humaines, créées par et pour la population, elles sont le plus à même d'anticiper les besoins de ceux qu'elles servent et d'innover dans les réponses à apporter. Le Conseil Supérieur de l'Économie Sociale et Solidaire (CSESS) donne d'ailleurs la définition suivante de l'innovation sociale:

"L'innovation sociale consiste à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et usagers. Ces innovations concernent aussi bien le produit ou service, que le mode d'organisation, de distribution, [...] Elles passent par un processus de plusieurs démarches: émergence, expérimentation, diffusion, évaluation."

Les Organisations de l'Économie Sociale et Solidaire (OESS) ont donc tendance à se positionner "naturellement" sur les filières d'avenir: économie circulaire, silver economy, où les OESS sont majoritaires et précurseurs, mais aussi

la culture, le numérique, la mobilité, où l'émergence de nouveaux mode de consommation et d'usage renforce le besoins de nouvelles offres et nouvelles pratiques: circuits courts, consommation collaborative, mutualisation des services entre particuliers ou entreprises, habitat participatif, communautés énergétiques locales... Ces initiatives sont des exemples d'innovations sociales et constituent es opportunités pour la Corse et les corses.

Attendus et engagés pour répondre aux enjeux de transitions écologiques, démographiques, économiques, nombre d'entreprises sociales et solidaires insulaires œuvrent au quotidien et s'apprêtent à relever les défis à venir pour développer de nouvelles activités. Forte de ces initiatives et de ses acteurs, la Corse peut devenir un territoire d'expérimentations pour le "mieux vivre", et doit continuer d'inventer de nouveaux chemins d'émancipation: celui de la responsabilité, celui de l'autonomie (alimentaire, énergétique, etc.), celui de la restauration de la biodiversité naturelle et culturelle, celui de la réappropriation du soi et du nous, de la responsabilité individuelle et de l'identité collective.

C'est en ce sens aussi que la CRESS Corsica poursuit son action d'affirmer que la culture et le lien social constituent des richesses, et œuvre pour que l'ESS ne soit pas considérée comme un sous-secteur pour exclus, mais comme le grand levier d'un développement intégral.

Yannick LEGER

Délégué Général CRESS Corsica

1

COMMENT RECONNAÎTRE UNE INNOVATION SOCIALE ?

C'est par leur capacité d'innovation sociale que les OESS s'inscrivent dans les filières d'avenir. Il n'existe pas de label qui certifie une innovation sociale, mais certains outils permettent de la définir et de la caractériser.

L'Agence de Valorisation des Initiatives Socio-Economiques (AVISE) et le Mouvement des entrepreneurs sociaux (MOUVES) ont élaboré en 2011 une grille de caractérisation visant à fournir une base commune à l'ensemble des acteurs de l'innovation sociale et en s'adaptant à la diversité des besoins. Pour caractériser une innovation sociale des questions sont à poser. Elles sont organisées selon quatre piliers et huit critères socles.



GRILLE DE CARACTÉRISATION AVISE¹GRILLE DE CARACTÉRISATION
innovation sociale

Réponse à un besoin social mal satisfait	
n°1	Un besoin social sur le territoire d'implantation, ainsi que l' insuffisance des réponses à ce besoin disponibles sur ce territoire, sont explicitement identifiés.
n°2	La volonté de mettre en œuvre une réponse nouvelle qui apporte de la valeur par rapport à ce besoin social est inscrite explicitement comme la raison d'être du projet. Indicateurs : - inscription de cette finalité dans l'objet social, les statuts, le pacte d'actionnaires (quand il s'agit d'une entreprise sociale) / dans le business plan du projet (quand il s'agit d'un projet socialement innovant porté par une entreprise lambda) - et/ou : subordination des autres finalités à cette finalité sociale, notamment limitation de la lucrativité (ex : encadrement de la rémunération des apports en fonds propres, encadrement de l'échelle des salaires, excédents majoritairement réinvestis dans le projet)
n°3	En amont, le projet se donne les moyens d'évaluer la pertinence de la réponse apportée au besoin social (outils et indicateurs). A terme, l' impact du projet sur la résolution du besoin social identifié est positif, mesuré de manière explicite et rigoureuse (quantitativement et/ou qualitativement).
n°4	Le projet s'inscrit dans le long terme (réponse durable aux besoins sociaux), ce qui se traduit notamment par un modèle économique viable , permettant son équilibre économique à l'horizon +/- 3 ans.
n°5	Le projet se conçoit comme une expérimentation qui a vocation à changer d'échelle et/ou à inspirer de nouveaux projets sur d'autres territoires. Cela se traduit par des faits, par exemple : - Les porteurs du projet mettent en œuvre des démarches concrètes pour essaimer (ex : former de nouveaux acteurs sur d'autres territoires) - D'autres acteurs manifestent leur intérêt pour implanter le projet sur leur territoire - Les porteurs du projet mettent en œuvre des démarches destinées à irriguer et influencer les politiques publiques
Génération d'autres effets positifs	
n°6	Le projet a un impact positif et mesuré, direct ou indirect, sur le développement économique , par exemple en termes de création d'emplois durables
n°7	Le projet a des impacts positifs et mesurés sur d'autres besoins sociaux .
n°8	Le projet est sensible à son impact environnemental et s'attache à ce que celui-ci ne soit pas négatif.
n°9	Le projet suscite d'autres innovations (grappes d'innovations), la création/structuration d'une nouvelle filière, contribue au renouvellement du secteur d'activité/ du territoire.
Expérimentation et prise de risque	
n°10	La mise en œuvre du projet présente des risques . En amont (R&D), il y a des verrous et incertitudes réels à lever pour mettre au point la réponse envisagée. Et/Ou, au moment de la mise à disposition de l'offre aux usagers, le caractère nouveau de l'offre court le risque de se heurter à des tensions et résistances des acteurs existants, ou à la non-appropriation par le public visé.
n°11	La réponse est effectivement nouvelle par rapport à l'état du marché sur le territoire : elle est nettement distincte des solutions disponibles sur ce territoire. Dans le cas où la réponse s'inspire de projets existants sur d'autres territoires, elle s'attache à s'adapter aux besoins spécifiques de son territoire : elle est une transposition, et non une duplication. La réponse est effectivement plus adaptée pour répondre au besoin social que les solutions alternatives disponibles sur ce territoire (améliorations manifestes, création de valeur).
n°12	Le projet est porté par une équipe ou un collectif d'acteurs, qui développent une culture d'innovation manifeste (accent sur la créativité, encouragement des recherches de solutions inédites) et disposent de compétences complémentaires (multidisciplinarité).
n°13	Recours à des chercheurs et/ou des experts de terrain pour développer une expertise pour lever les verrous et incertitudes et gérer les risques.
n°14	Le projet est d'abord déployé sur un mode expérimental : phase test, avec un processus formalisé d'évaluation et d'ajustements par essais-erreurs.
n°15	La structure qui porte le projet a la capacité financière à supporter les risques et la temporalité longue liés au processus d'innovation : fonds propres / tour de table permettant l'engagement de partenaires financiers
Implication des acteurs concernés	
n°16	L'équipe qui porte le projet cherche à impliquer les bénéficiaires visés dans l' identification du besoin social mal couvert (enquête pour recueillir leurs besoins) et/ou dans la co-construction de la réponse innovante à ce besoin et/ou dans la validation de la pertinence de cette réponse (enquête de satisfaction, participation au processus d'amélioration)
n°17	Différentes parties prenantes du territoire / de la filière sont impliquées dans l' identification du besoin social mal couvert et/ou la co-construction de la réponse innovante à ce besoin et/ou la validation de la pertinence de cette réponse : acteurs publics (collectivités territoriales...) et acteurs privés (associations, entreprises, regroupements d'entreprises...);
n°18	Les bénéficiaires sont impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du projet.
n°19	Différentes parties prenantes du territoire / de la filière , publics (collectivités territoriales...) et privés (associations, entreprises, regroupements d'entreprises...), sont impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du projet (partenariat ou participation directe).
n°20	Les diverses catégories de parties prenantes (bénéficiaires, acteurs privés et publics du territoire / de la filière...) sont impliquées dans la gouvernance du projet. (ex : participation au CA / comité de pilotage d'une partie prenante différente des apporteurs de capitaux)

LE RADAR DE LA CRESS PACA

Réalisé par la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire en partenariat avec le Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail (LEST-CNRS).

L'évaluation de l'impact social d'une activité d'une entreprise prend une place toujours croissante dans la reconnaissance de son efficacité réelle. Comment alors questionner et apprécier les atouts de son projet en termes d'innovation sociale?

Une innovation sociale combine une finalité sociale de l'activité et un processus participatif que l'entreprise met en œuvre pour réaliser cette activité. Elle se traduit également par une meilleure implication des usagers, et plus largement des diverses parties-prenantes du

territoire, ainsi que par une recherche de partage de la valeur produite (économique, sociale, environnementale) avec le plus grand nombre.

Fruit d'échanges avec des citoyens, des entreprises, des institutions et des chercheurs, un guide de l'innovation sociale a été conçu avec les acteurs et partenaires de l'Économie Sociale et Solidaire en PACA.

L'objectif de cet outil pratique est de forger collectivement une opinion sur le degré d'innovation sociale d'une activité, chercher à améliorer son efficacité et sa durabilité, la démultiplier ou mieux la faire connaître ici et ailleurs.

Comment alors questionner et apprécier les atouts de son projet en termes d'innovation sociale ?

Trois entrées sont privilégiées :

Caractériser l'innovation sociale

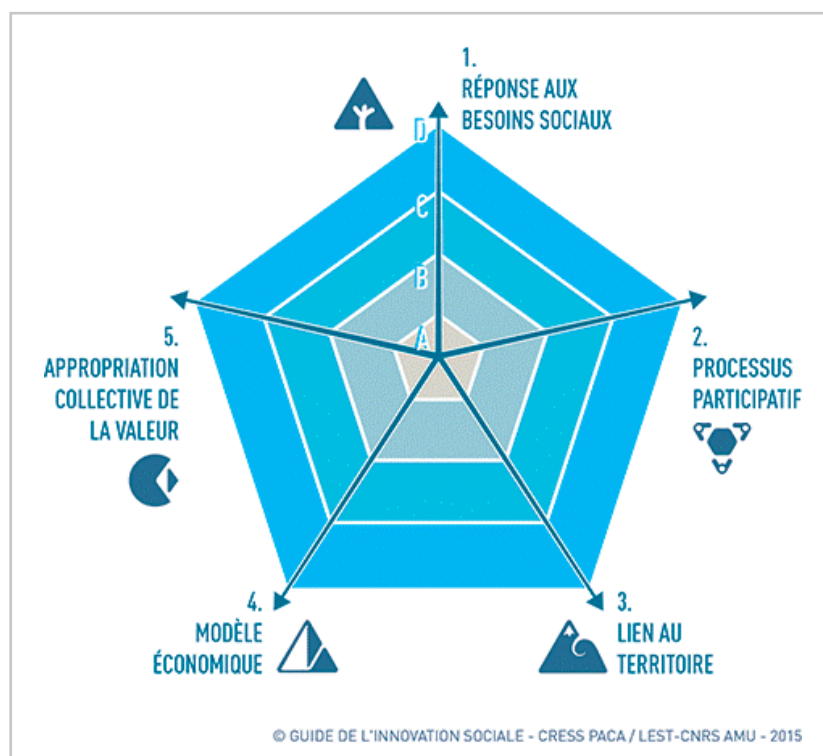
Cinq dimensions sont distinctement à l'œuvre dans les initiatives socialement innovantes: la réponse aux besoins sociaux, le processus participatif, le lien au territoire, le modèle économique et l'appropriation collective de la valeur.

Se situer dans l'innovation sociale

Concepteurs, développeurs et animateurs d'activités socialement innovantes, peuvent positionner collectivement le projet sur un radar partagé de l'innovation sociale. Outil de questionnement, de pilotage et de dialogue avec l'extérieur, il permet d'évaluer ses atouts en termes d'innovation sociale et ses axes de progrès.

Repérer les acteurs de l'innovation sociale

Vous trouverez également dans ce guide des premiers contacts pour découvrir des innovations sociales, des pistes de financements dédiés à l'innovation sociale accessibles aux porteurs de projets, ainsi que des exemples inspirants et diverses ressources pour aller plus loin.



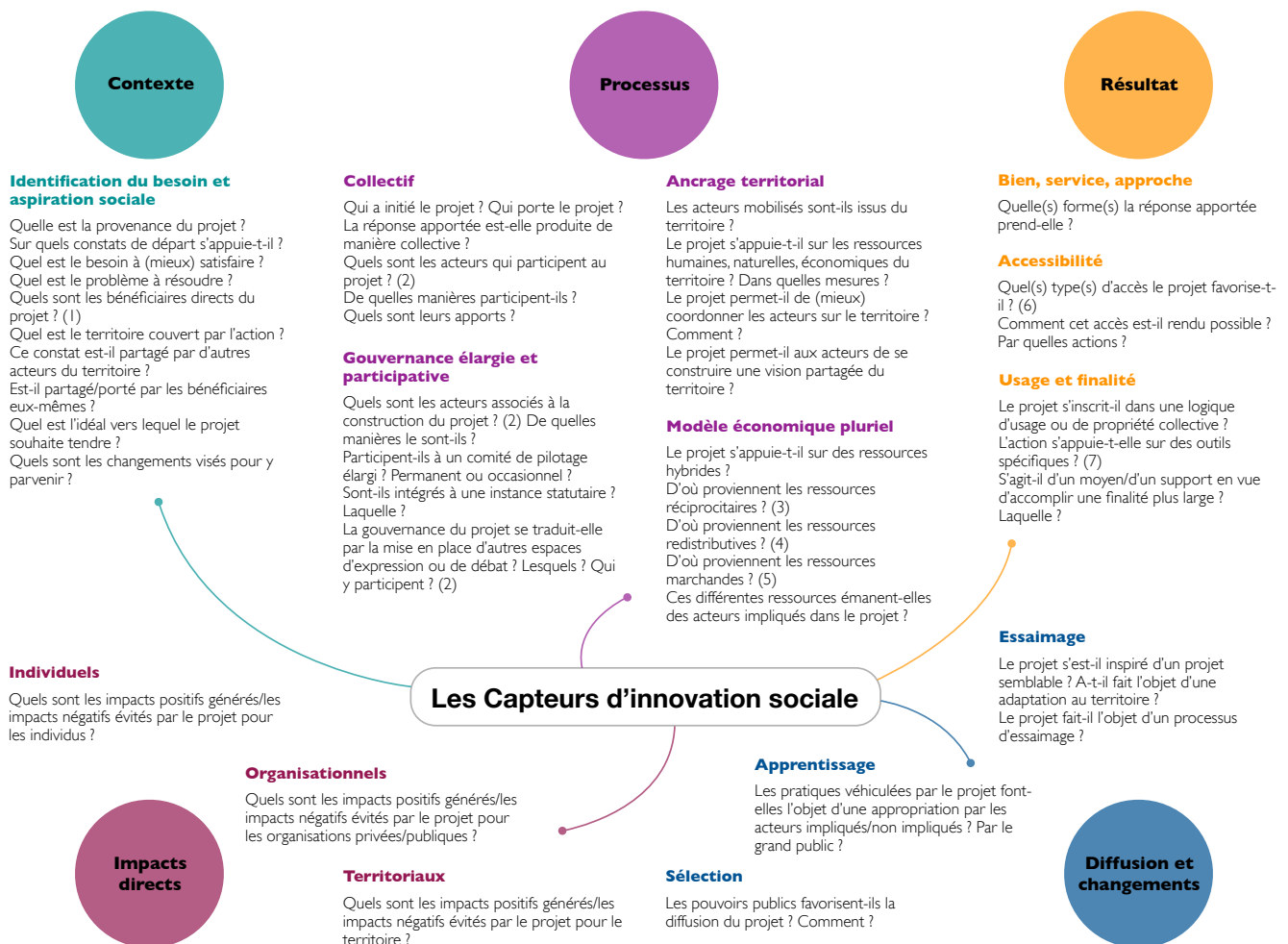
LES CAPTEURS DE L'INNOVATION SOCIALE MIS AU POINT PAR L'INSTITUT GODIN²

Les Capteurs d'innovation sociale créés par l'Institut Godin³ se définissent comme un ensemble cohérent de questions qui permet d'appréhender le potentiel d'un projet en matière d'innovation sociale.

Tout porteur de projet ou toute structure, privée ou publique, d'accompagnement ou de financement, intéressé par les éléments de caractérisation de l'innovation sociale, peut librement utiliser cet outil afin de mettre en lumière ou de développer les éléments porteurs d'innovation sociale d'un projet, quels que soient sa nature et son état d'avancement.

Les Capteurs d'innovation sociale sont une marque déposée par l'Institut Godin, ils sont mis à disposition des acteurs sous réserve de citer leur source (Institut Godin, Les Capteurs d'innovation sociale, 2015). Ils ne peuvent être utilisés à des fins commerciales.

Les Capteurs d'innovation sociale offrent les questions clés à se poser en matière d'innovation sociale.



Les Capteurs d'innovation sociale

Institut Godin

● (1) Quels sont les bénéficiaires directs du projet ?

- Société civile
- Organisations
- Salariés/Employés
- Territoire
- Autre

De quelles personnes s'agit-il ?
S'agit-il d'organisations privées/publiques ?

● (2) Les acteurs qui participent au projet sont-ils :

- Des citoyens ?
- Des associations ?
- Des entreprises à capitaux ?
- Des mutuelles ?
- Des têtes de réseau ?
- Des collectivités territoriales ?
- Des institutions publiques ? (hors collectivités)
- Des chercheurs ?
- Autre ?

(3) D'où proviennent les ressources réciproques ?

- Participation volontaire, bénévolat
- Mutualisation de lieu, de matériels, de services, de ressources humaines
- Partage de connaissances, de pratiques, de réseaux relationnels
- Actions communes
- Dons
- Autre

(4) D'où proviennent les ressources redistributives ?

- Financements publics
- Financements privés issus de fondations
- Financement participatif
- Autre

(5) D'où proviennent les ressources marchandes ?

- Vente de produits
- Prestations de services
- Autre

● (6) Quel(s) type(s) d'accès le projet favorise-t-il ?

- Accès à des biens matériels (logement, biens alimentaires, etc.)
- Accès à l'emploi
- Accès à la formation
- Accès à la mobilité
- Accès à un espace d'expression
- Accès à la culture
- Accès à un réseau relationnel
- Autre

(7) L'action s'appuie-t-elle sur des outils spécifiques ?

Sont-ils de nature :

- Technologique ?
- Technique ?
- Pédagogique ?
- Culturelle ?
- Autre ?

2

LES FILIÈRES D'AVENIR POUR L'ESS EN CORSE

Le travail réalisé par la CRESS Corsica ne saurait être exhaustif et prospectif sur l'identification des filières capables d'apporter prospérité économique et sérénité sociale à la Corse. L'action de la CRESS Corsica repose sur l'identification de filières appelées à se développer dans lesquelles les OESS, par leur nature et leur capacité d'innovation se positionnent comme moteur ou accompagnent la transition des modèles de développement à l'œuvre.

En Corse, les OESS sont présentes et visibles dans de nombreux secteurs d'activité⁴ y compris dans ces filières d'avenir, comme les services à la personne, où l'ESS représente 72% des employeurs et emploie plus de 2/3 des effectifs⁵.

LES CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES

Consommation locale, respect de l'environnement, valorisation des sols... des enjeux immenses d'un point de vue environnemental et économique et des externalités positives innombrables, de la réduction des transports, des emballages et donc des déchets aux économies d'énergie. Les circuits courts contribuent au développement économique des territoires et soutiennent l'emploi local.

La constitution de filières de circuits courts alimentaires est une approche intéressante et originale de l'innovation sociale. En effet, comme indiqué en introduction, la définition de l'innovation sociale privilégie le fait que celle-ci "se développe soit dans le cadre d'activités délaissées par le marché ou l'État, laissant supposer des interstices comme espaces d'innovations, soit en partenariat avec l'État et les collectivités territoriales⁶". L'exemple des circuits courts alimentaire, définis⁷ comme des formes de vente mobilisant au plus un intermédiaire entre producteurs et consommateurs, **montre pourtant que des innovations sociales parviennent à modifier une organisation marchande et permettent de développer de nouvelles modalités d'actions collectives.**

Au regard de la tendance à la relocalisation de la production agricole, écologiquement sain, socialement équitable et économiquement viable, la structuration de circuits courts alimentaires s'inscrit dans le développement d'une filière d'avenir importante pour la Corse.

Un acteur engagé

Una Lenza participe aux Agendas 21 de Balagne et de la Collectivité Territoriale de Corse, au Réseau Rural Corse et aux "Bonnes pratiques" de l'Office de l'Environnement. L'association travaille en cohérence avec les acteurs en place: InterBio, Chambre d'Agriculture, les AOP (Mele di Corsica, Charcuterie, Oliu di Corsica, Vin etc.) et se positionne comme un petit laboratoire d'expérimentation pour porter des projets collectifs (mutualisation des moyens) en soutien à l'agriculture insulaire qui soient économiquement et écologiquement pérennes.

Contact: una.lenza@gmail.com - 06 48 94 29 78

Une initiative innovante dans l'ESS en Corse

U Drivulinu : un drive fermier en Balagne

Créée en 2011, l'association Una Lenza da Annacqua porte des projets pour soutenir la production et la consommation locale en Balagne.



Abigail Caudron décrit la démarche d'Una Lenza da Annacqua "Consommer des aliments produits localement, donc de saison, au juste prix et avec une traçabilité, est un moyen d'agir pour protéger sa santé, l'écologie, le patrimoine identitaire et l'économie rurale"

"Les consommateurs recherchent des produits de qualité en circuit court (la vente directe, c'est le meilleur prix pour le producteur et le client). Les institutions font la promotion d'une alimentation durable, et de l'Économie Sociale et Solidaire."

Dans cet esprit, Lenza a créé le 1er marché de producteurs de Balagne, à Lumiu. Son succès a montré le potentiel de cette forme de commercialisation sur le territoire, avec des répercussions intéressantes: encouragement à la production, à l'installation de petits producteurs, et création d'autres marchés dans la région.

En 2015, Una Lenza met en place un drive fermier avec le soutien du GAL du Pays de Balagne et de l'ODARC: sur un site internet dédié, les producteurs adhérents annoncent la disponibilité des produits. Les clients composent leur panier en ligne. "Le vendredi matin, les producteurs apportent la marchandise commandée, sur le lieu de tri temporaire, où ils rassemblent les paniers des clients avec l'aide de l'employé du drive" (création d'un emploi à l'année). L'employé assure ensuite une livraison en trois points de Balagne (Calvi, Algajola, Ile Rousse) avec un véhicule frigorifique.

Ce projet innovant répond à un besoin à la fois des producteurs et des consommateurs, en complément des marchés. Il a fait l'objet d'une étude de faisabilité dans le cadre d'un accompagnement DLA par Corse Active. Il est construit de manière à servir de modèle grâce à la diffusion de fiches techniques permettant de le reproduire dans d'autres régions de Corse. Le site du "Drivulinu", en cours de création, sera aussi un outil d'information et de promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement, des labels de qualité et de la consommation éco-responsable.

LE TOURISME POUR TOUS

Le terme générique de "tourisme" renvoie dans l'imaginaire collectif le même cliché, en Corse comme ailleurs, de plages surpeuplées et de possibilités d'activités de plein air. Elle renvoie également, et peut-être davantage en Corse, à la même antienne depuis 30 ans de "l'allongement de la saison", faisant appel à la construction d'une offre touristique davantage segmentée.

En effet, un marché quel qu'il soit n'est jamais composé d'un public homogène, c'est-à-dire de clients qui se ressemblent tous et qui partagent les mêmes attentes et les mêmes besoins. Un marché peut être composé de milliers, voire de millions d'acteurs.

Le handicap affecte 80 millions de personnes en Europe⁹ et 650 millions dans le monde entier¹⁰, sans compter les seniors ni les personnes ayant une incapacité provisoire (invalidité temporaire: maladie, blessure).

La population des personnes handicapées amène l'économie liée au tourisme à offrir des services spécifiques qui ne sont généralement pas proposés par les organismes et agences de tourisme traditionnels.

Le tourisme adapté au handicap est pourtant un segment du tourisme en développement depuis les années 1990.

Les touristes handicapés ont des besoins spécifiques:

- Des aménagements d'accès adaptés
- L'aménagement ou la construction d'hébergements touristiques tels que les Camping village, les centres de villégiature, les Résidences de tourisme, ou les Village vacances adaptés à leurs besoins
- Des chambres d'hôtel conçues selon leurs besoins
- Un personnel d'accueil formé capable de donner des informations ou des suggestions sur l'accessibilité
- Une information sur l'accessibilité des attractions spécifiques (visites touristiques: monuments, musées)
- Des établissements ouverts au public accessibles (restauration, services publics) avec des équipements adaptés
- Des rues accessibles (accès au trottoir, véhicules stationnés sur les trottoirs)
- La possibilité de location d'équipements spécialisés (fauteuils roulants, chaises de bain, scooters électriques ou autre équipement adapté)

Autant de besoins auxquels les acteurs actuels ou en devenir de l'ESS sont à même d'apporter une réponse, qui pourrait ainsi inscrire la Corse dans une démarche d'innovation sociale.

Autant de besoins d'aménagement auxquels peuvent répondre les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) positionnées sur le secteur du BTP.

C'est dans cette démarche que s'inscrit Laura Humphrey sur une activité prometteuse riche de sens, de valeurs et de potentialités de développement, autour de laquelle tout un écosystème est à construire. Autant d'opportunités pour d'autres acteurs du tourisme et de l'ESS, en complémentarité.

Une initiative innovante dans l'ESS en Corse

HandiCorsica, Une agence de voyage associative en ligne dédiée aux personnes handicapées moteurs en Corse

HandiCorsica est "une agence de tourisme à vocation sociale à destination des personnes à mobilité réduite" décrit Laura Humphrey, qui porte le projet lauréat du "grand prix", remis par l'ADEC et Oscaro, dans le Cadre du Premiu de l'entrepreneuriat social étudiant organisé par A Fundazione di l'Università, dont la CRESS Corsica est partenaire.



Remise des prix du Premiu. Laura Humphrey, au centre, entourée de M. Ludovic MARTEL, chargé de mission handicap de l'Université et de la directrice d'A Fundazione di l'Università Mme Vannina BERNARD LEONI le 16 octobre 2015 à Bastia.

"Je souhaitais tester la viabilité de mon projet. Au-delà de l'aspect financier, les retours ont été très positifs, je me suis vraiment sentie soutenue. Cet engouement m'a rassurée, encouragée et motivée!"

"Ma volonté réside avant tout dans la volonté d'offrir au public un projet solide basé sur la solidarité et l'accessibilité pour tous afin de permettre aux mentalités de s'ouvrir et de tenir compte d'une population trop souvent négligée ou trop peu considérée dans la société actuelle."

Le Concept d'HandiCorsica vise à établir une offre de service incluant aussi bien des packages clés en main (Hébergement, restauration, activité, transports, etc.) que des produits à la carte. L'offre de service doit également s'adapter à la notion d'accompagnant, essentielle pour ce type de public cible.

Placé sous le statut d'agence de voyage solidaire, "HandiCorsica sera en charge de l'accueil des individus et des groupes afin de les aider à organiser au mieux leur séjour en Corse" précise la Lauréate du Premiu d'A Fundazione di l'Università.



Autre idée phare du concept HandiCorsica, la création d'une application smartphone avec notifications géolocalisées. Celle-ci aura pour vocation la mise à disposition d'un maximum d'informations concernant l'ensemble des prestataires touristiques insulaires présentant des structures ou des sites d'activités adaptés.

A ce jour le projet est actuellement dans la phase de conception de l'identité visuelle ainsi que de la finalisation du site internet. La prochaine étape sera quant à elle dédiée à l'élaboration des statuts.

Il est à noter le rôle important, dans l'accompagnement du projet, de l'antenne de Haute-Corse d'A Prova, Coopérative d'Activité et d'Emploi en particulier sur la phase de budgétisation du projet afin d'évaluer les coûts à engager en vue de sa concrétisation.

UN NOUVEAU CADRE POUR AGIR : L'INNOVATION NUMÉRIQUE AU SERVICE DU LIEN SOCIAL

Opportunité d'innovation sociale pour développer de nouvelles pratiques, réponse à des problématiques humaines ou nouveaux besoins tels que mobilité, isolement des personnes âgées, santé... Le numérique et l'innovation sociale partagent le même ADN: ils sont pensés pour permettre d'imaginer et réaliser de nouveaux moyens de travailler et d'agir.

En Corse comme ailleurs, nous le voyons, des entrepreneurs sociaux agissent et innovent pour améliorer le quotidien. Parallèlement, le numérique ouvre un vaste champ d'expérimentation et le déploiement de nouveaux projets sociaux. Il y a donc intérêt à favoriser la convergence entre innovation sociale et numérique.

Cette convergence favorise ainsi l'émergence d'un modèle de société participatif, ouvert et solidaire.

Chacun peut, à la fois, bénéficier de ces nouveaux services et devenir acteur de la transformation sociale.

Une Entreprise Sociale et Solidaire dans le numérique en Corse



Data Sensia une SCOP "Big Data"

Une SCOP corse dans l'analyse et le traitement des données informatiques? C'est en tout cas le projet d'Aurélia Balu, Damien Grandi et Pascal Poggioli: DataSensia, Lauréat du premiu d'A Fondazione di l'Università de la Chaire ESS parrainé par la CRESS Corsica.

Il s'agit notamment de proposer le développement d'applications web, mobile et desktop qui seront des outils répondant à des besoins ponctuels ou de plus long terme comme des applications de gestion et traitement de données, particulièrement utiles dans le secteur d'activité des services à la personne, mais également d'autres secteurs: "Nos applications s'adressent à de nombreux secteurs: Energie et environnement, Agriculture, Santé, Service public, Services financiers, Transport, voyages et tourisme ..."

"Nous offrons des applications sur mesure pour analyser et traiter les données sur différents niveaux: Extraire l'information, Automatiser, Prédire, Visualiser" décrivent les porteurs du projet qui ont pu participer au WAQ "Web A Québec", conférence sur le web qui s'est tenu du 18 au 20 Mars 2015, avec le soutien de l'office Franco Québécoise de la Jeunesse.

"Lors de notre participation au WAQ nous avons pu nous rendre compte qu'une des meilleures méthodes pour développer un produit adapté était de faire une mise au point avec le client de manière fréquente (toutes les deux semaines en moyenne)."

Concrètement Data Sensia a d'ores et déjà permis d'apporter des solutions d'applications de visualisation de traitement de données pour un outils d'urbanisme destinés aux collectivités: Urba earth.

Ou encore une application d'aide à la prédiction pour l'association Qualitair Corse.

Les jeunes coopérateurs sont actuellement hébergés par la Coopérative d'Activité et d'Emploi A Prova et en lien avec l'incubateur de Corse Inizià et l'ADEC.



Une initiative innovante dans l'ESS en Corse

La technologie au service des personnes

La fédération ADMR de Haute-Corse s'est munie depuis plusieurs années d'un dispositif informatique personnalisé alliant :

- La démarche qualité,
- La continuité de service
- "C'est un outil de planification qui a évolué au regard de la certification AFNOR mise en place depuis 2011" détaille Laure Dorsemaine, Responsable des Ressources Humaine à la Fédération ADMR de Haute-Corse.

De l'accueil à la sortie de chaque client d'une part et de chaque salarié d'autre part, un suivi informatisé est tracé. Il permet un recueil des données chronologique détaillé et aboutit à des réponses personnalisées et adaptées à chacun.

Il en résulte des analyses concrètes en termes de satisfaction du client, de management des équipes intervenantes.

C'est une réelle avancée en matière de fonctionnement en "milieu ouvert" car les informations étaient réellement dispersées entre le client, le salarié, les partenaires, l'entourage aidant et l'établissement ADMR.

"Aujourd'hui, ceci permet de centraliser, et de pouvoir tirer des conclusions sur des pratiques professionnelles : soit de les faire évoluer, soit de les changer, soit de les renforcer." précise la responsable des Ressources Humaines.

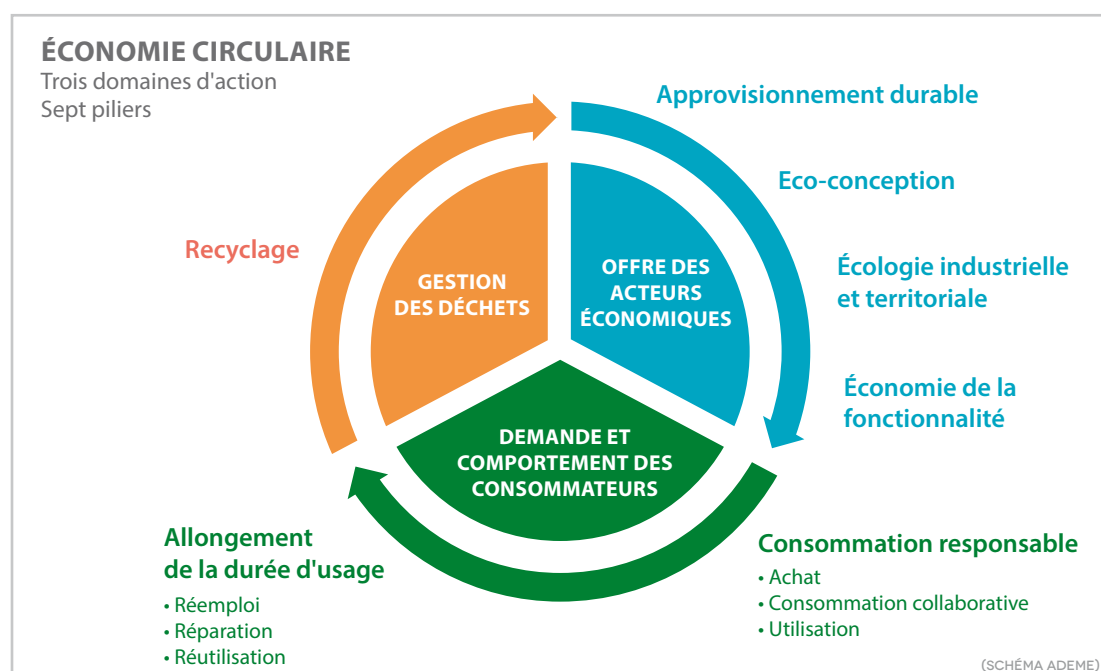
Grâce à un système sécurisé (mot de passe et login), le client et le salarié peuvent avoir accès à certaines informations sans passer par l'association. Ceci réduit donc les coûts de communication et le temps de travail associé. Par exemple, la consultation des plannings et des missions en direct pour les salariés d'intervention.

Les changements d'interventions pour le client peuvent aussi se consulter régulièrement et réduire ainsi certaines incompréhensions liées aux modifications de plannings de dernières minutes, dues, par exemple, aux arrêts maladie.

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : OPTIMISER ET VALORISER

Recyclage, compostage, réemploi, besoin de valorisation, tri informatique... L'économie circulaire représente une opportunité incroyable pour le développement durable. Elle propose de repenser, sans transformer fondamentalement, nos modes de production et de consommation afin d'optimiser l'utilisation des ressources naturelles et ainsi limiter les déchets générés.

Selon les économistes Bouzou et Hubert (2013), le modèle de l'économie circulaire se compose "d'une série de boucles qui ont toutes pour objet de réduire et retarder au maximum la perte de matière allant de l'éco-conception au recyclage". Le schéma de l'Agence de développement et de maîtrise de l'énergie (Ademe), devenu une référence en la matière, explicite ces boucles autour de trois domaines d'action et sept piliers :



Quelle place pour les acteurs de l'ESS ?

Un certain nombre d'acteurs de l'ESS en Corse opèrent sur l'économie du réemploi, à différentes échelles et à différents niveaux d'intervention. Ainsi que le montrent les travaux¹¹ d'Hervé Defalvard, intervenu en Corse dans le cadre de la Chaire ESS "Solidarité et Innovation", et Julien Deniard :

"La diversité des acteurs de l'ESS engendre de fait plusieurs axes d'analyse. Il y a par exemple une diversité interne aux acteurs spécialisés dans le réemploi, qui oppose "les anciens et les modernes", et une diversité interne aux acteurs spécialisés du recyclage, qui distingue les acteurs de l'IAE et les acteurs du secteur protégé. Enfin, les acteurs qui développent un modèle d'activité hybride sont tous presque des structures de l'IAE à l'inverse des acteurs spécialisés dont les types sont différents."

Une première diversité des acteurs de l'ESS est interne aux acteurs du réemploi proprement dit. Cette première diversité peut être analysée selon deux axes : celui de leur positionnement dans le réemploi et celui de leur positionnement au sein de la filière économique allant du réemploi jusqu'à l'élimination.

Par rapport à leur position dans le réemploi, trois modèles d'acteurs peuvent ainsi être distingués :

- Les acteurs caritatifs, traditionnellement présents dans le réemploi sur la base de l'économie du don et du bénévolat, actionnant soit la charité religieuse soit la solidarité laïque

- Les acteurs communautaires, proches de l'économie populaire telle qu'on la retrouve en Amérique du sud avec une forte culture de l'autogestion (Type Emmaüs)

- Les acteurs de l'insertion par l'activité économique (IAE), dont la forme ultime de ce secteur d'activités est la Recyclerie.

Ces modèles déploient chacun à sa manière l'économie privée non marchande du réemploi.

Le second axe d'analyse de la diversité des acteurs du réemploi est celui de leur position au sein de la filière. Les acteurs spécialisés sur le réemploi, ceux qui ont une activité hybride qui associe le réemploi soit à la réutilisation, soit au recyclage, soit aux deux.

Si les acteurs traditionnels de type caritatif ou communautaire ont très rarement une activité hybride, celle-ci est la marque des recycleries dont l'émergence est liée à l'ère du développement durable et au volontarisme politique qui l'accompagne. L'ADEME a notamment financé une étude sur l'implantation d'un réseau de recyclerie/ressourcerie en Corse avec la participation de la CRESS Corsica, réalisée par le Réseau National des Ressources et l'Association des Ressources PACA.

La convention de partenariat signé avec l'ADEME doit permettre à la CRESS Corsica, à très court terme de mener un recensement précis et d'accompagner les acteurs de l'ESS sur le développement de leurs activités dans ce domaine.

Une initiative innovante dans l'ESS en Corse

Réduire les déchets à la source : L'Oria, une Epicerie Vrac sous forme Coopérative

Les Sœurs Scarparo ont des formations professionnelles très différentes : Audrey a 7 ans d'expérience dans la gestion et le commerce et Nadège est une paramédicale (depuis bientôt 7 ans), intéressée par la Santé et la Prévention.

Différentes de par leur choix professionnels passés, elles se retrouvent cependant autour des mêmes préoccupations : l'écologie et le maintien de la bonne santé

"Notre projet de commerce de produits sains en vrac est né d'une envie d'autre chose, au-delà d'une compétence spécifique, une envie de participer à améliorer les choses... un petit peu!!!" témoignent-elles avec enthousiasme.

"Santé, ou plutôt prévention, de mon expérience en service, je garde en tête cette urgence de travailler en amont de la maladie, de traiter à la source le problème; avant le comment guérir se préoccuper du comment ne pas s'abîmer. Doublement: notre santé et celle de notre planète." Précise Nadège.

L'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ

En faisant payer un service (transport, chauffage, éducation, culture, soins, ...) plutôt que le bien lui-même, l'économie de la fonctionnalité permet l'optimisation de l'utilisation des ressources et des produits, la réduction de la consommation des ressources naturelles et des déchets, de la pollution et la préservation des espaces. Elle permet l'accès à un bien ou service égal ou amélioré pour un coût moindre, grâce à la mutualisation et incite au développement d'objets solides, durables et réparables, contrairement aux principes qui prévalent dans une société consumériste.

Alors comment offrir à nos enfants les bases d'une alimentation saine et diversifiée sans participer à l'augmentation constante de nos déchets ménagers ?

Grâce à une épicerie "au vrac", fournissant des produits locaux, de saison, récoltés dans le respect de l'environnement et, ce, sans aucun emballage. Le concept est simple et comme en matière de santé repose sur la prévention : "Pour réduire les déchets, réduisons avant tout les emballages!" Sans compter que les emballages représentent à peu près 20 à 30% du prix du produit fini, une bonne façon de rendre l'alimentation saine accessible à tous donc.

Du vrac et seulement du vrac (pots et système de consigne accessible en magasin) du local et du bio autant que possible avec des "rendez-vous diététiques".

Un projet de SCOP en voie de réalisation, accompagné notamment par la BGE et A Fabrica di l'Omu.

SILVER ECONOMY

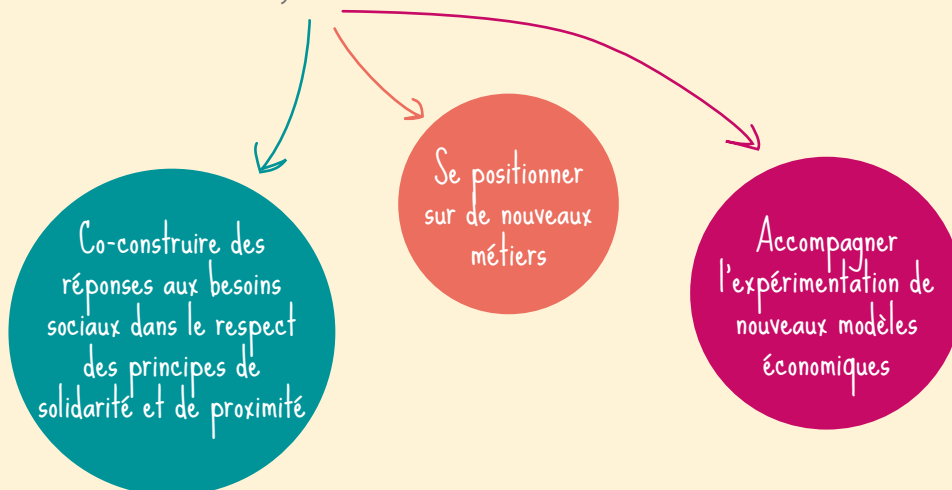
Souvent envisagée sous le seul angle de la prise en charge des personnes âgées dépendantes, la filière de la Silver Economy se trouve au croisement de nombreux secteurs d'activités au sein desquels nombre d'acteurs de l'ESS peuvent proposer des solutions économiques s'adaptant aux besoins spécifiques du vieillissement de la population autour de deux objectifs principaux de la filière Silver Economy :

- Assurer la prise en charge de la dépendance
- Offrir une meilleure qualité de vie aux personnes âgées

Prédominants dans le secteur des services à la personne¹², du social et du médico-social en raison de leur ancrage territorial et de leur fort caractère d'utilité sociale, les structures de l'ESS proposent de plus en plus d'initiatives socialement innovantes les champs de l'habitat, de la mobilité, mais aussi des loisirs, du tourisme (lutte contre l'isolement, perte d'autonomie etc) et des gérontechnologies.

Répondre aux besoins sociodémographiques tout en favorisant le développement économique local

La note d'analyse¹³ réalisée par l'Avise, en partenariat avec l'Association des Régions de France (ARF) et la Caisse des Dépôts présente trois axes de développement de l'ESS dans la Silver Economy :



L'analyse de l'AVISE s'appuie sur les expérimentations menées dans trois régions pilotes (la Basse-Normandie, le Midi-Pyrénées et le Pays de la Loire), les témoignages des différents acteurs de l'ESS ainsi que sur des exemples d'initiatives socialement et technologiquement innovantes menées partout en France, facilitant notamment l'autonomie et le maintien à domicile des seniors.

¹² Voir Focus n°5 "Les Conditions d'Emplois dans l'ESS en Corse" CRESS Corsica – octobre 2015

¹³ http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/201501_avise-arf-cdc_note_silverconomie.pdf

UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET SOCIALE

Au moment de la publication de ce Focus se tient la COP 21 pour limiter les effets du changement climatique, comment ne pas considérer le grand enjeu de la transition énergétique? Comment en Corse, ne pas considérer la question de l'autonomie énergétique de l'île?

Car, aujourd'hui, la disponibilité des ressources énergétiques est une préoccupation d'intérêt collectif et suscite une prise de conscience globale. Plusieurs structures de l'ESS, dont la CRESS Corsica en ont fait leur cheval de bataille en mettant à profit leur mobilisation et leur expertise: la transition énergétique sera "sociale et solidaire" ou ne sera pas.

La place de l'ESS dans la transition énergétique de la Corse

Mues par leur capacité d'innovation et leur volonté de participer au développement des territoires, et plus fondamentalement à leur ambition de créer des alternatives et porter un modèle de transformation sociale, les acteurs de l'ESS ont depuis longtemps et dans de nombreux territoires trouvé leur place dans la transition énergétique, en même temps que des réponses aux besoins recensés localement.

Une initiative pour une énergie sociale et solidaire en Corse?

La transition énergétique, pour être effective, doit intégrer un volet de transformation sociale et économique. L'innovation sociale est alors couplée aux innovations technologiques des énergies renouvelables qui permettent d'apporter des solutions innovantes finement adaptées aux territoires. Avec l'ouverture à la concurrence depuis le 1er juillet 2007 du marché de l'électricité et du gaz pour les particuliers, le modèle de l'ESS ouvre un large champ de possibilité aux citoyens et aux collectivités qui veulent s'emparer de cet enjeu tant au niveau de la consommation que de la production d'énergie.

En France, des citoyens se réunissent dans des coopératives pour produire leur énergie. Associés à des collectivités et souvent financés via des outils de financement participatif les coopérateurs bénéficient directement d'énergies renouvelables produites sur le territoire à coût réduit.

L'exemple d'Enercoop

Enercoop est le seul fournisseur d'électricité renouvelable en coopérative (Scic) à proposer une offre 100 % renouvelable, en contrat direct avec des producteurs indépendants. Enercoop propose un modèle énergétique responsable, local et citoyen, grâce à son réseau de 10 coopératives locales et au réinvestissement de ses bénéfices dans des projets d'énergie renouvelable.

Enercoop essaime son modèle à l'échelle régionale afin de créer un lien direct entre producteurs et consommateurs et faciliter la réappropriation citoyenne de l'énergie. Il existe aujourd'hui 10 coopératives qui

couvrent l'ensemble de l'hexagone: une nouvelle coopérative en Corse? La CRESS Corsica s'est d'ores et déjà inscrite dans cette initiative à travers son engagement dans l'opération nationale "1 000 structures s'engagent pour la transition énergétique" décliné dans son plan d'action soutenu par l'ADEME.

Rénovation thermique, lutte contre la précarité énergétique, accompagnement des particuliers et acteurs de l'ESS dans la réhabilitation écologique de leur logement, autant de mission pour la prochaine personne en charge de l'Animation et transition écologique de l'ESS dès le mois de mars 2016.



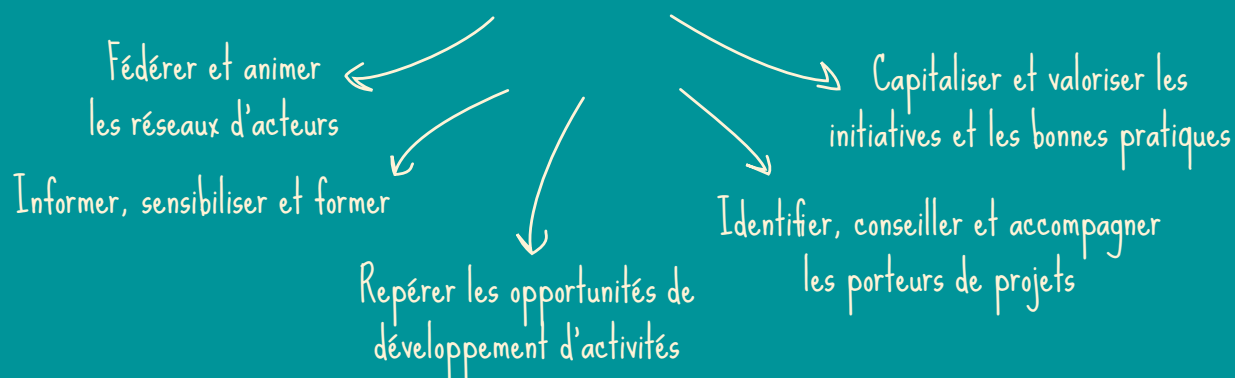
F

FOCUS SUR LA CONVENTION DE PARTENARIAT CRESS – ADEME



Signée entre les deux parties le 23 novembre 2015, la convention triennale vise à favoriser et accompagner les initiatives en lien avec l'économie circulaire et la transition écologique des territoires et des acteurs en s'appuyant sur les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire.

Les actions prévues s'inscrivent dans 5 axes identifiés:



Les actions réalisées s'inscrivent pleinement dans le plan d'actions stratégique de la CRESS Corsica cofinancé par l'État, la DIRECCTE et l'ADEC.

3

UN DISPOSITIF AU SERVICE DE L'INNOVATION SOCIALE EN CORSE : LA FABRIQUE À INITIATIVES

Initiées par l'AVISE, les Fabriques à initiatives sont un dispositif innovant au service de la création d'entreprises sociales. Elles captent les besoins sociaux de leurs territoires, mettent en relation l'ensemble des acteurs et des ressources et inventent des réponses entrepreneuriales durables.

Porté en Corse par l'association Corse Active, et financé par la Collectivité Territoriale de Corse (ADEC), ce dispositif a pour ambition de faire émerger des projets d'entreprises d'utilité sociale viables et pérennes économiquement.

COMMENT CELA FONCTIONNE ?

ANIMATION TERRITORIALE

- Rencontres acteurs territoriaux
- Mise en place de groupes de travail, croisement d'acteurs
- Reprise des préconisations de diagnostics territoriaux

DÉTECTION DES OPPORTUNITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

- Identification des besoins non pourvus
- Qualification de l'idée
- Identification d'un modèle économique

RÉALISATION DE L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ

- Modèles de fonctionnement
- Critères de viabilité du projet
- Adhésion du territoire au projet
- Identification des partenaires
- Définition du profil du porteur de projet

ACCOMPAGNEMENT DE L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ

- Identification du porteur de projet
- Elaboration du prévisionnel financier
- Définition du modèle d'entreprise sociale
- Orientation et mise en réseau des ressources et dispositifs existants

CRÉATION DU PROJET ET MISE EN PLACE DU SERVICE

- Création juridique et conventionnement
 - Démarrage de l'activité
- Suivi de la montée en puissance

La Fabrique à Initiatives, en lien avec les acteurs du territoire (acteurs publics, privés, réseaux de l'ESS etc.), détecte les besoins sociaux non couverts et des opportunités de marché pouvant déboucher sur la création d'une entreprise sociale. Un exemple: face aux difficultés de mobilité d'un grand nombre de personnes à faible revenu sur son territoire, une collectivité identifie l'opportunité de créer un "garage solidaire". Mais n'ayant ni les compétences ni la volonté de porter ce projet, elle fait appel à la Fabrique à Initiatives pour valider l'opportunité de créer une entreprise sociale et identifier un porteur capable de porter un tel projet.

A travers son étude, la Fabrique à Initiatives va tenter d'évaluer l'opportunité du projet:

- Le besoin social et/ou environnemental est-il avéré sur le territoire?
- Existe-t-il un marché?
- Peut-on développer un modèle économique viable en réponse à cette opportunité?
- Quels sont les conditions de pérennité du projet?
- Les partenaires sont-ils prêts à s'investir dans le projet? [...]

Si, à travers ces questions, l'opportunité est avérée, la Fabrique à Initiatives va rechercher un porteur à même d'être accompagné en phase de faisabilité et développer concrètement le projet.

ET CONCRÈTEMENT QU'EST-CE QUE CELA PEUT DONNER ?

22 IDÉES ACCUEILLIES

19 IDÉES PRÉSENTÉES

15 PROJETS VALIDÉS POUR ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ

En Corse la Fabrique à Initiatives a notamment permis la création d'un point de vente collectif de produits fermiers en circuits courts, A Robba Paisana, situé à Corte.



La Fabrique à Initiatives

2 cours Grandval
20 000 Ajaccio

Tél: 06 03 05 14 96 – 04 95 25 02 53
Fax: 04 95 20 59 82

Mail: fabrique@corseactive.org
Site internet: <http://fabriqueainitiatives.org/corse>

L'ESS COMME LEVIER DE LA TRANSITION POUR L'AVENIR DE LA CORSE

Circuits courts d'approvisionnement, mobilité alternative, lutte contre la précarité énergétique: autant de pistes d'actions pour les entreprises sociales et solidaire ; pour les nouveaux entrepreneurs sociaux insulaires et promouvoir la nécessité du changement socio-économique.

L'ESS se retrouve naturellement dans toutes les filières d'avenir et permet d'expérimenter, d'innover, de dupliquer des pratiques responsables au service des populations.

Elle est aujourd'hui sans conteste un véritable modèle économique basé sur la transition écologique et sociale et est d'ailleurs inscrite comme un axe stratégique dans la définition du Plan d'Aménagement et de Développement Durable et d'Urbanisme de la Corse.

La capacité d'innovation des acteurs insulaires est un atout majeur qui ne cessent d'ailleurs de convaincre les collectivités territoriales de la nécessité de coopérer avec ces acteurs dans la co-construction de politiques de développement adaptées à leur environnement. C'est ainsi que depuis quelques années, de plus en plus de collectivités adhèrent au Réseau des Territoires pour une Économie Solidaire (RTES), preuve d'une confiance affichée dans l'économie citoyenne.



Parc technologique,
ZA d'Erbajolo
20600 Bastia
Tél : 04 20 00 50 22

www.corse-competences.fr
helene.maestracci@corse-competences.fr



Rue Aspirant Michelin,
Les Jardins du Centre, Bât. E2
20090 AJACCIO
Tél : 09 60 17 01 40

www.cress-corsica.org
yannick.leger@cress-corsica.org

Publication réalisée dans le cadre de l'Accord Régional pour le Développement des Emplois et des Compétences dans l'ESS en Corse financé par la DIRECCTE et le Plan Cors'Eco Solidaire2 financé par l'ADEC.